

1^{er} MAI ANARCHISTE et ANARCHO-SYNDICALISTE

CLERMONT-FERRAND - 9 h 30 - Ateneo (8, rue de l'Ange) • LILLE - 9 h 45 - place de la République •
MONTPELLIER - 10 h - Esplanade (centre Rabelais) • PARIS - 10 h - place des Fêtes (19^e arr.) •
ST-ETIENNE - 10 h - Bourse du travail • BRUXELLES - 13 h - Centre libertaire (65, rue du Midi) •

Hebdomadaire de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'IFA

ISSN 0026-9433

27 AVRIL AU 3 MAI 1995

N° 997

10,00 F

le monde libertaire

**SI LES ÉLECTIONS
POUVAIENT CHANGER
QUELQUE CHOSE,
IL Y A LONGTEMPS
QU'ELLES SERAIENT
INTERDITES !**



« **D** IMANCHE a voté, lundi a pointé », le slogan soixante-huitard est plus que jamais d'actualité. Ce n'est pas le mouvement anarchiste qui va le réfuter. Lui qui, depuis que Bakounine s'opposait à Marx dans la 1^{ère} Internationale déclarait que l'avenir de l'humanité ne passait pas par des élections politiques.

Si les élections changeaient quelque chose dans la société, elles seraient interdites depuis longtemps, disent les anarchistes aujourd'hui. Et ce ne sont pas les partisans du « vote contestataire » qui pourraient nous contredire. Laguiller, Hue et Voynet pour ne pas les citer, ne se sont jamais fait d'illusions sur leur impact pour le deuxième tour. Ils prétendaient seulement engranger la révolte, « vous avez raison d'être révoltés, alors votez pour nous » était leur

(suite p. 3)

A PROPOS DE L' « EVANGILE DE LA VIE »

Lettre ouverte à Karol Wojtyla dit Jean-Paul II

A LA LECTURE de votre dernière production, *Evangelium vitae*, j'ai éprouvé successivement plusieurs sentiments.

D'abord, un immense étonnement. Vous consacrez en effet une importante partie de votre texte à mettre en relief la valeur de la vie humaine dont vous proclamez l'inviolabilité, et cette observation, très louable en soi, ne saurait soulever aucune critique.

En revanche, j'ai d'abord cru être trahi par mes yeux en lisant que vous reliez le respect dû à la vie à cette mystérieuse entité immatérielle, inconnue, indéfinissable, qu'est le dieu de la Bible, alors que chacun sait, ou peut savoir, le mépris que témoigne ce dernier à l'égard de toute vie.

Je ne peux imaginer que vous n'ayez pas lu la Bible. Vous y avez nécessairement lu, dans les pre-mières pages, que ce dieu, qui ordonne qu'on le désigne par le vocable « Je suis » (Ex 3-14), a provoqué un déluge engloutissant tous les humains, à huit personnes près. (Il lui fallait bien conserver quelques reproducteurs pour renouveler son cheptel, faute de quoi tout nouveau massacre aurait été impossible.)

Vous y avez lu aussi que « Je suis » n'hésite pas à user de subterfuge pour provoquer des morts. C'est ainsi qu'il incite Pharaon à poursuivre les Hébreux (Ex 14-4) à travers la mer Rouge provisoirement asséchée à seule fin de le

submerger par le retour des flots, lui et toute sa cavalerie.

Vous savez aussi que la suite du voyage vers la terre promise fut encore émaillée de divers incidents productifs de cadavres par milliers : 3 000 (Ex 32-28), 14 000 (Nb 17-17), quantité indéterminée (Nb 11-34).

Vous devez aussi connaître la facétie de « Je suis », incitant David à entreprendre une action interdite à seule fin de se donner prétexte à infliger une punition qui frappa le peuple par une épidémie de peste, qui provoqua 70 000 morts (2 Sm 24-15 et 1 Ch 21-14).

Vous ne pouvez ignorer son record : un million de Nubiens exterminés par l'armée du roi de Juda, Asa (2 Ch 14-8 et 12), alors qu'il lui eût été si facile d'inciter le

général nubien, Zerah, à rebrousser chemin avant le massacre, comme il avait incité Pharaon à se lancer inconsidérément à la poursuite des Hébreux.

Il est vrai qu'une telle solution n'aurait pas satisfait sa paranoïa exterminatrice, dont il avait d'ailleurs pleinement conscience (Ex 33-3 et 5).

Ce qui précède vous aura peut-être fait comprendre mon étonnement de voir « Je suis » directement associé au principe du respect de la vie humaine, alors que toute la légende biblique suggère qu'il trouvait plaisir à voir les hommes mourir.

Ainsi s'explique sa promesse de ne plus jamais organiser de déluge

(suite p. 2)

T 2137 - 997 - 10,00 F



Lettre ouverte à Karol Wojtyla dit Jean-Paul II

(suite de la « une »)

(Gn 9-11 et 14). C'est qu'en raison de cette bévue, il était contraint d'attendre que son cheptel ait à nouveau atteint une densité suffisante avant de pouvoir s'offrir le spectacle de morts par milliers.

J'ai aussi éprouvé un sentiment de révolte en lisant que, pour vous, ma vie ne m'appartient pas mais qu'elle est la propriété de cet être ignoble et cruel que vous vénerez, n'en étant, pour ma part, que le gestionnaire responsable devant lui.

Comme tous les gens sains d'esprit, je suis parfaitement conscient que, comme le père Fouettard ou la fée Carabosse, votre exterminateur céleste n'est qu'un inconséquent. Il n'en demeure pas moins que je ressens comme une agression votre prétention de me voler ma propriété inaliénable — ma vie — au profit d'une entité — même si celle-ci n'est qu'imaginaire — remarquable essentiellement par le zèle qu'elle déploie à faire mourir.

Comme tout citoyen conscient de mon pays — implicitement inclus dans les démocraties que vous réprouvez au motif qu'elles refusent de se soumettre à vos injonctions — j'ai aussi éprouvé un sentiment d'intense indignation devant vos appels à boycotter les lois démocratiquement adoptées lorsque celles-ci vous déplaisent. Et ce même sentiment ne peut que

s'intensifier lorsque, par votre texte, vous encouragez les fauteurs de trouble, qui n'ont déjà que trop sévi, à poursuivre leur sale besogne, allant jusqu'à récuser les tribunaux qui les condamnent.

Mais votre intervention prend une autre dimension, infiniment plus grave, lorsque l'on sait que vous êtes aussi chef d'Etat, même si cet Etat n'est qu'une fiction juridique dont vous usez habile-

« ...vos appels à boycotter les lois démocratiquement adoptées lorsque celles-ci vous déplaisent. »

ment pour vous faire reconnaître un statut diplomatique.

Cette dernière considération ne peut que renforcer encore mon sentiment d'indignation puisque, ainsi, votre intervention constitue une inadmissible ingérence d'un chef d'Etat étranger dans les affaires intérieures de mon pays, au mépris des règles fondamentales de la diplomatie.

Vous écrivez aussi : « *Tout homme est confié à la sollicitude maternelle de l'Eglise* » et ce passage m'inspire un sentiment de rejet catégorique et sans appel. Car vous devez savoir que cette église, que vous dirigez, est fondée — comme « l'autorité du successeur de Pierre »

que vous revendiquez par ailleurs — sur un faux en écritures dites saintes (Mt 16-18 et 19).

De plus, chacun sait, et vous savez aussi, avec quelle cruauté votre église a usé de sa « *sollicitude maternelle* » aussi longtemps qu'elle en a eu le pouvoir, « *sollicitude maternelle* » d'ailleurs légitimée par le livre qui, pour vous, est sacré (1 Co 5), « *sollicitude maternelle* » qui s'exerçait encore en 1953 par la rétention illégitime d'enfants d'autrui (affaire Finaly [1]), après s'être exercée dans des conditions infiniment plus horrible aussi longtemps qu'elle a pu dominer la société civile.

Vous admettez, à la rigueur, que puisse être atténuée la souffrance d'un mourant, mais surtout pas au point que la perte de conscience l'empêche de « *se préparer en pleine conscience à sa rencontre définitive avec Dieu* ». Et vous osez aller jusqu'à prétendre interdire au malheureux, qui ne peut supporter sa souffrance, d'abréger celle-ci par le seul moyen qui lui reste : renoncer volontairement à la vie. Car, ce faisant, il s'arrogerait un droit qui, selon vous, n'appartient qu'à votre dieu sadique, lequel pourrait ainsi, au gré de son caprice prolonger aussi longtemps qu'il lui plaît, les affres de la mort. C'est un sentiment d'indicible horreur que je ressens à la lecture de ce passage.

C'est avec un sentiment d'intense colère que je retrouve dans votre production le renouvellement de votre condamnation de la contraception, de l'avortement, même si vous établissez un certain distinguo entre les deux. Et, même si vous ne citez pas le préservatif, celui-ci est implicitement inclus dans la contraception.

Or, même si vous semblez vouloir vous tenir à l'écart d'une tragique réalité, celui-ci est le seul rempart efficace contre la propagation du sida, et également un moyen tout aussi efficace contre la multiplication excessive des naissances.

Mais, pour vous, il n'est pas permis de contrarier « Je suis » lorsque celui-ci décide la naissance d'un enfant dont la mort préma-

turée est déjà programmée dès la naissance, soit par le sida, soit par la malnutrition.

Durant des dizaines de millénaires, l'expansion de l'espèce humaine s'est réalisée sans problème. Des conditions de vie très rudes, l'action des prédateurs que l'homme ne parvenait pas toujours à maîtriser, la méconnaissance des thérapies combattant efficacement nombre de maladies aujourd'hui maîtrisées, une importante mortalité infantile, une longévité réduite de laquelle résultait une durée de fécondabilité également réduite, autant de facteurs contribuant à maintenir une démographie relativement stable, le taux de natalité n'étant que très légèrement supérieur au taux de mortalité.

Le première évolution notable se produisit voici environ 7 000 ans, avec la sédentarisation des populations, l'agriculture remplaçant la cueillette et l'élevage la chasse. Mais les facteurs pathologiques n'étaient toujours pas maîtrisés, et il fallait encore un millénaire pour obtenir un doublement de la population.

Mais la situation a considérablement évolué, notamment depuis la seconde moitié du XVIII^e siècle. Les progrès de la science médicale ont permis une notable réduction de la mortalité infantile et l'accroissement de la longévité. C'est en Europe occidentale qu'est d'abord apparue cette évolution, compensée en partie par une

« ...vous semblez vouloir vous tenir à l'écart d'une tragique réalité : le sida. »

limitation volontaire des naissances, soit par contraception, soit par avortement. Fort heureusement d'ailleurs car, à défaut, ces mêmes pays auraient aujourd'hui atteint un niveau de surpopulation tel que la survie des uns ne serait possible que par le meurtre des autres.

Les pays du tiers monde, et notamment l'Afrique, n'ont bénéficié que plus tardivement de ces progrès, mais la population, beaucoup plus sensible à l'impact des religions, soit la vôtre, soit l'islam, n'ont pas intégré la nécessité d'ajuster les naissances à la mortalité. Et c'est ainsi qu'actuellement le doublement de la population en Afrique se réalise en vingt-cinq ans, tandis qu'en Europe le même résultat se produit en un siècle.

Et le résultat s'impose aujourd'hui dans toute sa rigueur. Nombre de pays d'Afrique, dotés d'un sol ingrat, peu favorisé par les précipitations, ayant atteint

un volume de population déjà supérieur à celui que peut nourrir leur sol, sont incapables d'assurer leur auto-suffisance alimentaire et sont contraints d'exporter une partie de leur population vers les pays qui veulent bien les accueillir, lesquels se montrent de plus en plus réticents.

Il est donc évident que tout nouvel accroissement démographique ne peut qu'aggraver une situation déjà tragique et il est consternant que vous ne sachiez assimiler cette évidence pourtant accessible à un cerveau normalement constitué. Car, loin de tirer de ce constat la conclusion qui s'impose, vous réprouvez la mise en œuvre de politiques antinatalistes.

La réaffirmation de votre position et la confirmation implicite de la condamnation du préservatif (régulateur des naissances et seul rempart contre le sida) impose la conclusion que vous privilégiez le rétablissement de l'équilibre population-ressources alimentaires au moyen de la considérable mortalité que générera à coup sûr le sida s'il n'est freiné par l'usage du préservatif.

Et ceci démontre bien à quel point l'éducation sclérosante que vous avez reçue peut dégrader les facultés mentales de qui en est victime.

Et ces considérations me font éprouver un sentiment de découragement devant les ravages que peut causer l'intoxication mentale dont vous êtes victime ainsi que tant de nos contemporains. Car la drogue mentale qui vous a été ainsi administrée durant votre jeunesse a aujourd'hui altéré à un tel point votre perception du réel que le mal me semble désormais trop profond pour pouvoir encore espérer une guérison.

Je le déplore pour vous. Et encore plus pour tous les malheureux qui ont encore la naïveté de vous faire confiance. ♦

ROBERT PANNIER
(Cuigy-sur-Bray,
le 16 avril 1995)

(1) Durant l'Occupation, deux enfants juifs, dont les parents ont été déportés, seront recueillis par une famille catholique. Ces enfants seront convertis au christianisme. A la Libération, des parents se sont révélés et ont voulu les récupérer. La famille « adoptive » refusa de les rendre. Il s'en suivit un procès. Ce n'est qu'au bout de plusieurs années, et après que la hiérarchie catholique eut enfin accepté l'idée de la restitution, que la famille catholique céda et que les enfants revinrent au sein du giron familial initial.

le monde
libertaire

Rédaction-Administration
145, rue Amelot
75011 Paris.
Tél. : (1) 48.05.34.08.
FAX : (1) 49.29.98.59.

Bulletin d'abonnement

Tarif	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois 5 n°	35 F	70 F	60 F
3 mois 13 n°	95 F	170 F	140 F
6 mois 25 n°	170 F	310 F	250 F
1 an 45 n°	290 F	530 F	400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50 % de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

Nom Prénom
Adresse
Code postal Ville
Pays
A partir du n° (inclus).
Abonnement de soutien ☐
Chèque postal ☐ Chèque bancaire ☐ Autre ☐
Virement postal (compte : CCP Paris 1128915 M) ☐
Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

Rédaction-Administration :
145, rue Amelot, 75011 Paris
Directeur de publication :
André Devriendt
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie : La Vigie,
24, rue Léon-Rogé,
76200 Dieppe.
Dépôt légal 44 145
1^{er} trimestre 1977
Routage 205 — La Vigie
Diffusion SAEM
Transport Presse

Rouen : ras les urnes

Le 1^{er} avril, le groupe de Rouen était dans la rue, renforcé par quelques sympathisant(e)s. Il présentait, en avant première, à la population rouennaise, un modèle d'urne « révolutionnaire », fruit de ses recherches en la « matière » : deux cuvettes de chiotte, artistiquement disposées sur une carriole, surmontées d'une chasse d'eau agrémentée de délicats florilèges que Rabelais n'aurait pas renié. Cet acte public marquait le coup d'envoi de sa campagne pour l'abstention, dans la cité normande.

Un tract, finement intitulé *Tirons la chasse*, accompagnait cette manifestation carnavalesque sur le parvis de la cathédrale et annonçait clairement la couleur en renvoyant à leurs tristes bilans les principaux candidats en lice.

Les compagnes et compagnons présents, affublés d'appendices nasaux proéminents ou écarlates, lançaient force confettis ou, simplement vêtus de la robe de bure, brandissaient le balai à chiotte en manière de goupillon, absolvant à tour de bras le passant qui « *allant voter, allait en chier* ». Certains, saisis par le repentir immédiat, pouvaient se munir de papier hygiénique et le déposer dans les « urnes ».

En général bien appréciée, cette démonstration anti-électorale s'est déroulée dans la joie et la bonne humeur. Quelques bourgeois, épouvantés à la vue de tant de sacrilèges réunis, résistaient à la tentation... de se signer en hâtant le pas, affichant un air pincé. Hélas, ces derniers n'avaient pas touché le fond ! En effet, quinze jours plus tard, mêmes heure et lieu, mêmes interprètes, nos iconoclastes remettaient le couvert !

Cette fois-ci, notre « véhicule » supportait un lutrin derrière lequel se tenait un gaillard de près de deux mètres : notre candidat Jean Bonneau lui-même. En réalité, une véritable tête de cochon, achetée le matin, surmontant un superbe smoking paré de tous les attributs clinquants de la dignité de président : écharpe, grand-croix en

sautoir, grand cordon, médailles... Grandiose !

Cette apparition porco-présidentielle allumait de petites lueurs de sympathie dans les yeux de nombreux passants. Le programme de ce candidat (voir tract ci-dessous) achevait souvent de déridier quelques faces austères ou suscitait (plus rarement) une mimique de pitié. Nos joyeux lurons et luronnes, en bateleurs rodés, faisaient l'article pour notre extraordinaire candidat, rivalisant

d'astuce afin d'attirer l'attention du chaland, jusqu'aux enfants qui, profitant de l'aubaine pour échapper (quelques secondes) à l'autorité parentale, venaient presser une pouette-pouette, installée sur notre très officiel attelage.

Ce jour-là, notre candidat s'est exprimé : les élections sont une porcherie et cochon qui s'en dédit ! ♦

DANIEL
(gr. FA de Rouen)

Jean Bonneau, le président qu'il vous faut ! Le candidat à l'ancienne, comme on n'en fera plus. Il vous promet la lune... et vous n'aurez que des prunes. Il mènera la France à... bon porc !

Moulé à la louche avec de vrais morceaux de gras ! Garanti 100% de promesses réalisables pour ceux qui y croient !

Social : disparition de la misère par David Copperfield en direct à la télé ; résorption du chômage par la lévitation transcendante ; le trou de la Sécu remplacé par le trou normand à chaque repas ; taxe sur les pâtes riches de Lustucru et retour de Germaine.

Société : réforme du code de la route : il y aura autant de virages à droite que de virages à gauche, pas plus de montées que de descentes ; guérison du malaise des banlieues par leur implantation en centre-ville.

Lutte contre la corruption, moralisation de la vie publique : eau bénite sur bidet à tous les étages ; interdiction des pots-de-vin dépassant les 12,5 degrés.

Culture : ouverture de la grotte de Lourdes aux taggers ; la tour Eiffel transférée à Sotteville.

International : résurrection de la mer Morte ; traité de paix avec les extra-terrestres.

Environnement : retour des beaux jours, et après la pluie le beau temps ; la fin du massacre des bébés fourmis ; désinfection des cartes à puces ; la fin des haricots après 10 heures du soir.

Si ces quelques propositions vous semblent outrées, presque inaccessibles, sont-elles

vraiment si différentes de celles de nos futurs maîtres ?

Leur bric-à-brac de mesurètes visant à faire perdurer ce système d'exploitation et d'exclusion sert à dissimuler la seule issue possible et réaliste à cette déchirure sociale : la révolution ! Elle pourrait consister en :

— l'abolition de tout pouvoir, donc la prise en main des décisions relatives à notre travail et à notre vie ;

— la refonte complète de l'économie pour la baser sur les besoins de l'humanité et non sur ceux d'une minorité de possédants ;

— la liberté pour tout individu de vivre et de travailler dans le pays de son choix ;

— l'exploitation des moyens de production ;

— la juste répartition des biens et des richesses ;

— l'épanouissement culturel, artistique, suivant les aspirations personnelles de chacun...

La liste n'est pas exhaustive. Nos propositions vous semblent-elles beaucoup plus utopiques que les serments, main sur l'Evangile, de baisse du chômage, de justice pour tous... Franchement ?

Ne laissons personne agir, penser et décider à notre place : prenons nos affaires en main ! ♦

GROUPE de ROUEN de la FA
c/o CES, BP 4202, 76723 Rouen cedex.
Tél. : 35.88.57.19.

« Agir au lieu d'élire » l'Union régionale Sud-Ouest en campagne... anti-électorale

Perpignan (66) le 24 février, Foix (09) le 25 mars, Toulouse (31) le 1^{er} avril, Carcassonne (11) et Puybegon (81) le 7 avril, Céret (66) le 14 avril et enfin Bordeaux, l'Union régionale du Sud-Ouest a battu la campagne... anti-électorale avec ardeur.

La volonté d'aller à la rencontre des citoyens qui ne se résignent pas à la démission dans l'isolement, la soif

d'exprimer nos idées et nos analyses de vive voix abstentionniste, nous ont conduits à organiser une série de meetings-débats sur le thème : « Les anarchistes et les élections ».

A chaque fois, après les prises de parole de militants de la FA, des débats profonds, pleins d'interrogations mais aussi riches d'espoirs se sont engagés entre la salle et les militants. La lucidité et la pertinence des interventions nous ont fait oublier, à chacune de ces soirées, le triste spectacle de la médiocrité consternante de tous les candidats réunis.

Le meeting de Toulouse, qui a rassemblé environ 80 personnes au cinéma Rex, a été un temps fort de cette tournée régionale. Après la projection du film *L'Albatros* de l'ami Jean-Pierre Mocky, la présence de militants et militantes de Toulouse, Foix, Bordeaux, Carcassonne et Perpignan ainsi que la participation active de la salle nous gratifièrent d'un débat d'une très bonne tenue.

Les 2 000 F de la recette ont été intégralement versés au cinéma, qui éprouve actuellement les difficultés que connaissent la plupart des cinémas indépendants face à la concurrence des géants du cinéma-fric. Le groupe Albert-Camus de Toulouse a tenu à témoigner ainsi de sa solidarité active avec l'association « Les amis du Rex », qui remue ciel et terre pour que le Rex demeure et se développe en tant que lieu de culture et de parole.

Présidentielle aujourd'hui, municipales demain... les anarchistes entendent bien œuvrer à la conquête ou à la reconquête de la parole, une des conditions nécessaires à la construction collective d'autres futurs, loi, très loin, des arnaqueurs de l'isolement. ♦

JÉRÔME V.
(gr. Albert-Camus - Toulouse)

Si les élections pouvaient changer quelque chose, il y a longtemps qu'elles seraient interdites !

(suite de la « une »)

leitmotiv. C'est un peu court et mêle assez frauduleusement luttes sociales et marche-pied politique. Le « troisième tour »

qui a fait la « une » des gazettes ne saurait être limité à être le haut-parleur des candidats politiques qui ne pouvaient jouer dans la cour des grands.

Pour les anarchistes, ce serait plutôt l'expression d'un ras-le-bol anti-politicien pour construire un mouvement social et syndical capable de faire rêver à un autre futur. La socialisation des moyens de production et de distribution, la répartition égalitaire des richesses... voilà quelques uns de nos axes de propagande pour aller vers une société plus juste. Mais que nos luttes servent de marche-pied à des politiciens de deuxième division... Quant aux autres que nous importe les duels Chirac, Balladur, Jospin, c'est toujours la même soupe !

THIERRY
(FA - Paris-Est)

Jospin en tête des votes, et voilà le grand rêve démocratique de gauche qui repart pour un tour... Bien sûr, il y a des électeurs, des électrices qui croient au grand mythe de la gauche au pouvoir, qui promet des lendemains radieux, mais il y a les autres ! Ceux qui croient, comme l'appareil du PS, que l'on peut gérer le capitalisme, que l'on peut à la fois être son valet et continuer pour les électeurs à faire des discours d'émancipation sociale.

Certes nous n'en sommes pas à la victoire pour la présidentielle. Mais l'illusion électorale a fait une nouvelle fois rêver. Il aura suffi que Jospin soit en tête des résultats du premier tour pour que les électeurs et électrices oublient le passif de la gauche au pouvoir. Pourtant les faits sont têtus... T.P.

A LA PETITE SEMAINE

Un homme d'Etat

Dans onze jours, un homme dans ce pays ne servira plus à rien.

Parvenu au terme d'un itinéraire politique tortueux, qui l'a mené d'une droite pétainiste à un socialisme de pacotille, en passant par de hautes fonctions dans une IV^e République faisandée, quelques sauts de cabri dans les jardins de l'Observatoire, une amitié douteuse et quatorze années de dérive monarchiste, Mitterrand s'en va, après avoir soigné une dernière fois, lors d'un imbuvable « bouillon de culture » télévisé, cette image pieuse de monarque lettré ayant profité de sa fonction pour faire avancer d'un pas cet humanisme mondain mais de gauche dans un monde cruel.

Au regard de ce parcours visqueux qu'on appelle une carrière politique honorable, certains diront qu'il fut un traître, un Machiavel, un homme peu regardant sur les principes, et souvent sans scrupules.

Rappelons qu'il existe une expression odieuse pour qualifier ce type de personnage : oui, Mitterrand aura été un homme d'Etat. ♦

FLORÉAL

CHRONIQUE DE L'IMMIGRATION

A 18 ans, on vire

ELLE EST VENUE à la permanence pour nous demander d'aider son fils qui a dix-huit ans, qui est encore au lycée et que la police veut arrêter parce qu'il est en situation irrégulière. Elle nous raconte comment elle est arrivée du Pérou en 1988 avec Choque, son fils, qui était alors âgé de douze ans. Il ne lui restait plus de famille, plus de ressources car son mari l'avait abandonnée, et elle était venue en France pour y rejoindre sa sœur, qui était mariée avec un Français.

Etant dans une situation difficile, elle a préféré laisser le garçon chez sa sœur et son beau-frère, qui tenaient un petit commerce dans la région de Châlons. Elle-même s'est installée chez une amie à Paris. Chaque week-end, elle allait le passer là-bas, pour être avec son fils.

C'est ainsi que Choque a grandi chez son oncle et sa tante. N'ayant pas d'enfant, ils se sont attachés à lui comme si c'était leur propre fils. Quand il a eu dix-huit ans, ils l'ont accompagné à la Préfecture afin de demander un titre de séjour. L'oncle français pensait que cela ne poserait aucun problème puisque Choque était comme son enfant et qu'il vivait avec eux depuis l'âge de douze ans. Seulement voilà, la Préfecture refusa de le régulariser, disant que la tutelle était terminée et que Choque, maintenant qu'il était majeur, devait rentrer au Pérou. Il avait un mois pour faire ses bagages. Consternée, la mère nous raconte que les gendarmes sont venus le chercher à la maison. Heureusement, il n'était pas là. Les gendarmes ont dit à sa sœur qu'ils reviendraient une autre fois. Elle ne sait plus quoi faire ; elle nous demande de l'aider. Il est impossible que son fils retourne là-bas. Il n'y a plus personne au pays pour l'accueillir. Il va être complètement perdu ; il ne s'habituerait jamais...

Je reste silencieuse, car je ne sais pas quoi dire pour la rassurer. Choque fait partie de ces innombrables jeunes qui sont reconductibles à dix-huit ans. Dans l'état actuel de la législation, on ne peut rien faire pour eux. S'ils sont venus rejoindre leurs parents sans

passer par la procédure du regroupement familial, ils n'ont droit à aucun titre de séjour et ils peuvent être reconduits à la frontière dès leur majorité (1). Je ne connais rien de pire que de se retrouver face à ces jeunes et d'avoir à leur expliquer cela. Quand ils ont perdu tout lien avec leur pays d'origine et que toute leur famille est ici. A un âge où ils sont si fragiles, leur annoncer qu'on ne veut plus d'eux, que la France les rejette...

Je conseille à la mère de Choque de s'arranger pour que son fils parte de chez sa tante pour aller habiter ailleurs. Au moins pendant un certain temps, afin que les gendarmes se calment et qu'on l'oublie un peu. Mais elle me répond qu'il ne peut pas manquer le lycée. Alors, je promets de faire une lettre pour demander qu'on le laisse tranquille, au moins jusqu'à la fin de l'année scolaire. Souvent, j'ai eu l'occasion de remarquer qu'ils envoient des invitations à quitter le territoire aux jeunes qui doivent passer le baccalauréat. Juste un mois avant l'examen, histoire de les mettre en condition pour le réussir.

Il y a une quinzaine de jours, les gendarmes ont averti la sœur qu'ils viendraient chercher le garçon à son domicile le vendredi. Alors la famille s'est réunie et les a attendus de pied ferme pendant toute la journée. En fin d'après-midi, ils ont même téléphoné à la gendarmerie pour demander pourquoi ils n'étaient pas venus. Les gendarmes ont répondu qu'ils avaient eu trop de travail ce jour-là. J'imagine cette famille attendant les forces de l'ordre qui devaient emmener l'un d'eux avec la même confiance naïve que ces familles de Juifs qui préparaient leurs valises et attendaient sagement qu'on vienne les chercher

pour la déportation.

Le lundi suivant, au matin, la maman de Choque m'appelle à la maison. C'est arrivé. Ils ont emmené son fils ! Ils sont venus le prendre dimanche vers les trois heures et il a passé la nuit à la gendarmerie. Il paraît que ce matin, il aurait été emmené à la Préfecture. Elle me dit qu'elle a également prévenu quelqu'un de la Cimade, qui a envoyé un fax au proviseur du lycée pour lui demander d'intervenir. Quand je téléphone à la Préfecture, une dame me répond que l'affaire vient juste de s'arranger. Le préfet a donné des ordres pour qu'on relâche le jeune Choque. Il n'y aura pas d'arrêté de reconduite à la frontière pris contre lui. C'est un véritable miracle. Je sens que la dame au bout du fil a autant de plaisir à m'annoncer la bonne nouvelle que moi à l'entendre.

Je préviens la mère de Choque que son fils va être libéré et que sa sœur peut dès maintenant aller le chercher à la gendarmerie, qui se trouve à quelques kilomètres de sa maison. Une fois rentré chez lui, Choque m'appelle. Je suis contente d'entendre sa voix. Je lui demande si ça n'a pas été trop dur ? Il me répond que tout le monde a été très gentil.

C'est évidemment grâce à la mobilisation qui s'est faite autour de lui que Choque doit d'avoir pu rester sur le territoire. En effet, la Préfecture cherche à éviter le scandale. Maintenant, on va le régulariser en lui donnant une carte de séjour étudiant. Mais c'est reculer pour mieux sauter. Car quelques années passeront, ses études un jour se termineront et il sera de nouveau forcé de repartir dans son pays, puisque jamais il n'obtiendra d'autorisation de travail. Mais il sera alors devenu un adulte et le scandale sera moins évident. ♦

CLAUDE

(1) Seuls sont protégés de la reconduite à la frontière les étrangers entrés en France avant l'âge de dix ans. Pasqua a ramené cet âge à six ans (Article 39 de l'ordonnance de 1945 modifiée).

PARIS : Treizième jour de grève de la faim— Près du métro de la Motte-Piquet-Grenelle, au 17, rue de l'Avre, six étrangers, qui sont pères d'enfants français, ont commencé une grève de la faim le mardi 11 avril. Ils réclament, au nom des 500 parents d'enfants français regroupés dans l'association « Plein droit », la régularisation de leur situation administrative. Sans allocation familiale, sans Sécurité sociale et sans titre de séjour, il leur est devenu impossible de survivre. Déterminés à aller jusqu'au bout, ils sont soutenus par 17 associations, regroupées dans la Coordination française pour le droit de vivre en famille. Contact : 45.79.81.49.

Francisca Martinez nous a quittés

Depuis plusieurs années, elle s'était éloignée de son Ivry natal pour se retirer à Saint-Etienne. On la connaissait pourtant bien à Ivry, où son arrière-grand-père, A. Roussel, avait été le premier maire socialiste de la ville. Au début de ce siècle...

Francisca, elle, avait choisi le mouvement libertaire. Dans les années 80, elle avait été la trésorière du syndicat CNT Interco de Choisy-le-Roi, puis du syndicat CNT Education de la région parisienne.

La prof agrégée de biologie qu'elle était n'oubliait pas ses devoirs de syndicaliste, quel que soit le lieu où elle enseignait, que ce soit à la fac ou dans un collège « difficile » du Val-de-Marne.

Les compagnons de l'Union pacifiste, de l'Union des anarchistes, de la Libre Pensée, de Sat Amikaro, de la CNT et des autres lieux bien famés ne sont pas près d'oublier son dynamisme, sa bonne humeur, sa disponibilité ; son courage, surtout. De l'amie ou de la militante, quel personnage devons-nous le plus regretter ?

Alors qu'elle était encore jeune, une maladie grave l'avait terrassée. Et puis, au moment où une amélioration sensible se faisait jour, Francisca Martinez nous a quittés.

Ce mardi 21 mars 1995, nous étions une cinquantaine d'amis et de parents à la conduire à son caveau familial, au nouveau cimetière d'Ivry-sur-Seine.

Sur l'urne en forme de lyre qui contient ses cendres sont gravés les quatre mots qui résumaient sa vie : « Ni Dieu ni maître. » ♦

YVES PEYRAUT

(extrait du *Combat syndicaliste* d'avril 1995)

BILLET D'HUMEUR

Echos mondains

Récemment, dans une certaine presse, on a pu lire les textes suivants : « *Un caviar méditerranéen... Surnommée "caviar méditerranéen", la boutargues est confectionnée à parti d'œufs de mulets. Les poches d'œufs sont séchées, salées, pressées puis recouvertes d'une fine couche de cire.*

A condition de ne pas lésiner sur les prix, vous la trouverez chez Fauchon, à la Maison du caviar ou chez Pétrossian à 1 200 F le kilo. Les bourses plus modestes peuvent s'en procurer à 500 F le kilo ou à 60 F au détail dans les magasins nord-africains. » Et puis plus loin : « Au royaume de Rolls Royce, Ferrari et Jaguar, Alain M... règne en tout puissant. Capote, sièges, volant, tableau de bord... rien n'échappe à ce sellier qui, de ses mains expertes, rénove et transforme tout l'habillage d'une voiture.

Vous voulez une selle de moto à vos initiales, assortir les sièges et le capitonnage de votre BMW, transformer une berline en cabriolet... Alain mettra le temps qu'il faudra pour choisir le cuir ou le tissu adéquat mais ce sera nickel. »

Au fait, où peut-on lire cette prose ? Dans les pages saumon du *Figaro* ? Pas du tout. Dans le n° de mars 1995 d'Ivry-ma-ville, revue de la municipalité communiste d'Ivry-sur-Seine.

Quand Robert Hue sera élu président de la République, nous irons tous en Ferrari acheter notre caviar méditerranéen chez Fauchon. Promis ! ♦

Y.P.

(gr. Etoile Noire - Ivry)

Le VI^e Congrès de la Confédération paysanne

Deux mois après ses bons résultats aux élections aux Chambres d'Agriculture (voir ML n° 992), la Confédération paysanne tenait son sixième congrès national à Montmorillon, dans la Vienne. La Fédération anarchiste était invitée à la séance publique, le 6 avril.

Ce congrès, auquel participaient une centaine de délégués, a essentiellement planché sur les problèmes de l'installation de nouveaux agriculteurs. Axe de travail symbolique puisque, entre 1970 et 1990, la population active agricole a diminué de 52%, et actuellement la moyenne annuelle de diminution tourne autour de 5%. Axe de travail dynamique puisqu'il permet à la Confédération paysanne d'articuler son discours politique, qui dénonce la concentration des terres (résultat d'une agriculture-business), avec les problèmes et les besoins réels d'une population paysanne en plein désarroi. François Dufour, nouveau porte-parole de la Confédération, rappelait combien le slogan : « *Trois fermes valent mieux qu'une grande* » avait su toucher le monde agricole, au-delà même des zones d'influence habituelles de son syndicat.

La paysannerie française est, en effet, à un moment de son histoire puisqu'il s'agit, ni plus ni moins, de sa survie ou de sa mort : la logique du profit a commandé un accroissement irrationnel de la productivité se payant par une concentration maximale des terres. C'est la disparition pure et simple de la paysannerie qui est programmée pour permettre à 200 000 « agro-managers » de se partager le gâteau à l'horizon 2010. Or, c'est cette logique de profit que la Confédération paysanne dénonce clairement : « *Partageons les richesses pour rémunérer les paysans et les installer nombreux* » (rapport d'orientation de 1994, slogan rappelé dans le rapport de 1995), partage des richesses, d'ailleurs, nos syndicalistes paysans ont une longueur d'avance sur les modernistes pseudo-conseillers du mouvement ouvrier, qui se cantonnent à un partage du temps de travail permettant aux riches... de rester riches. Le rapport d'orientation 1995 précise le projet : « *Il s'agit de passer d'aides financières qui s'adressent à la personne produisant (elles sont innombrables) à l'aide à la personne acceptant de limiter sa production. Le principe serait de partager ce qui est limité pour réorienter l'agriculture sur ce qui*

ne l'est pas : la qualité, l'environnement, le relationnel... et également partager les fruits du travail. »

Constat et revendications lucides d'un syndicat qui stigmatise la pratique de cogestion de son concurrent, la FNSEA : « En parlant d'une nouvelle voix, la Confédération veut mettre à terre le monopole de ceux qui cogèrent la politique agricole depuis 30 ans et font au nom de tous les paysans des choix qui ne servent que 20% d'entre eux. » (*Campagnes solidaires*, mensuel de la Confédération paysanne, janvier 1995). Pas de doute, cette Confédération mûrit « l'idée », comme disait le vieux Proudhon, qui peut lui permettre de donner la capacité politique à une paysannerie saignée à blanc par la logique du profit et désormais lucide... si les gros cochons capitalistes ne la mangent pas ! ♦

LUC BONET

N.B. : *Campagnes solidaires*, 17, place de l'Argonne, 75019 Paris.

26 AVRIL - 1^{er} MAI : JOURNÉES LIBERTAIRES DE MONTPELLIER

Un pied-de-nez entre les deux tours

Les Journées libertaires de Montpellier, organisées et animées par des individus et des organisations (CNT, FA...) s'installent fièrement entre les deux tours de l'élection présidentielle, pour mieux lui tourner le dos.

S'abstenir ne suffit pas, encore faut-il agir pour construire une société libre. Et pour cela, il faut réfléchir, débattre, rassembler et dynamiser un mouvement sur des bases claires. Et y prendre plaisir, c'est le pari de ces journées.

Le programme officiel — Les thèmes des débats sont le reflet d'une diversité de nos centres d'intérêt. Même s'ils restent très classiques, ce ne sont pas des affaires classées. Faire le point sur nos analyses et dégager des axes de résistance est plus que jamais nécessaire. Alors que tant de groupes ou personnalités empruntent à notre idéal pour mieux le dévoyer, réaffirmer la globalité du projet anarchiste, les attitudes adoptées et les luttes nécessaires pour y parvenir est indis-

pensable, comme fil conducteur de nos pratiques.

Films et spectacles permettront de s'oxygéner les neurones. Quant aux tables de presse, elles risquent d'être très précaires, faute d'autorisation municipale à ce jour.

Agir — Pas d'emploi, pas de toit, mais une volonté : l'autonomie. Faire un bras d'honneur au système. C'est ce qui sera proposé concrètement, dans le parc de l'Ecole d'Architecture de Montpellier, avec la réalisation d'une maison construite à base de paille, bois et pierres pour un coût d'environ 25 000 F (cf. ML n° 996). Conçue comme habitat global (jardin potager attenant) et écologique (récupération et recyclage), la maison de paille prétend foutre le feu à la poutre vermoulue qui soutient le capitalisme : l'urbanisme. A voir (1) et à suivre.

Poursuivant notre choix de développer un mouvement social cohérent, la CNT et la FA appellent à une manifestation du 1^{er} mai en rouge et noir. Rendez-vous, à 10 h,

sur l'Esplanade, face au centre Rabelais, pour tous ceux qui savent que les patrons et l'Etat ont besoin de nous, et qui veulent dire bien fort que ce n'est pas réciproque.

L'enjeu — L'alternance gauche-droite ne passionne plus les foules. Le vide politique est d'autant plus grave que l'injustice sociale est omniprésente. Etre indécis ou désabusé est suicidaire, car c'est refuser de voir l'évidence : nous allons droit vers une crise socio-économique aiguë. Le mouvement anarchiste a un rôle primordial à jouer pour l'émergence de luttes collectives et sociales. Dans ce combat, chaque voix sans dieu ni maître compte. Etape intéressante dans cette perspective, nous appelons tous les anarchistes, tous ceux qui cherchent à se libérer, à participer aux Journées libertaires de Montpellier. ♦

BOB

(liaison FA de Lunel)

(1) « Un RMI = une maison »... à visiter le matin du samedi 29 avril et du 2 au 15 mai à l'Ecole d'Architecture de Montpellier. Documentation, exposition, renseignements dans le cadre des « Journées libertaires de Montpellier », salle Rabelais, boulevard Sarraill du 28 avril au 1^{er} mai 1995.

DÉTENTION

Solidarité avec Maurice Locquin

Suite à l'annonce dans le ML de la parution du n° 1 de *Libert'ère*, consacré à l'écologie, un nombre important de courriers nous est parvenu, ainsi que des abonnements, et ceci des « quatre coins » de France. Surpris, encouragés, par cet élan, nous avons presque laissé passer une petite lettre, provenant du centre de détention de Val-de-Reuil.

Mais il y a quinze jours, une lettre nous est parvenue, envoyée par le Comité de soutien à Maurice Locquin.

Cette lettre nous relatait l'incroyable épopée de ce compagnon qui, depuis 1988, connaît la misère carcérale. A la lecture du résumé de cette affaire, il nous apparaît compliqué de démêler cet imbroglio juridico-policier (1). Il n'en demeure pas moins que Maurice Locquin a été condamné à huit années de réclusion le 29 septembre 1991, et ce sur la base de preuves pour le moins douteuses, d'après l'exposé des faits qui nous a été envoyé par son comité de soutien.

Là n'est pas l'essentiel, nous savons tous, en tant qu'anarchistes, que la prison est une ignominie. Et nous ne la souhaitons à personne, pas même aux magouilleurs professionnels, hommes politiques ou patrons qui, pourtant, aux vues des scandales financiers actuels, devraient, grâce aux lois qu'ils ont eux-mêmes promulguées, y passer un bon nombre d'années.

Mais Maurice Locquin n'est pas un ministre démissionnaire, ni l'ancien chef de la Milice, donc sa demande de recours en grâce auprès du Président de la république ne fait pas l'ombre d'une ligne dans les gazettes.

Afin que sa demande de recours en grâce aboutisse, qu'il puisse en homme libre préparer la révision de son procès, nous espérons et demandons aux lecteurs du ML, à tous les anarchistes, aux sympathisants, d'apporter leur soutien à Maurice Locquin.

Pour tout contact : **Comité Maurice Locquin c/o Véronique Eissebrant, 11, rue Bel-Air, 94320 Thiais. Tél. : 46.82.62.22 ou Maurice Locquin, 2072 C/C2/13, Centre de détention, 27107 Val-de-Reuil. ♦**

GROUPE LÉO-FERRÉ du TARN

(1) Maurice Locquin est accusé d'avoir commis un braquage, en 1987, à Janzé (Ille-et-Vilaine).

Le programme *modifié* des « Journées libertaires 95 » de Montpellier

• **Mercredi 26 avril**, 20 h 30 : concert avec That's the bit off, Electric Lynch et Crazy Skankers à « Mimi-la-Sardine » (Montpellier).

• **Vendredi 28 avril**, salle Rabelais, boulevard Sarraill, Esplanade-Montpellier :
— 14 h - 17 h : « Nécessité de l'écriture, nécessité de la subversion » ; « Littérature et Subversion » ;
— 18 h : *Lumière noire*, film de Med Hondo, d'après un polar de Didier Daeninckx ;
— 21 h : spectacle : Gérard Santi, accompagné du pianiste Christian Lavigne.

• **Samedi 29 avril**, salle Rabelais :
— 10 h - 12 h : « Tiers monde : une alternative au développement » ;
— 13 h 30 - 16 h 30 : « Les promesses de l'Education » ;
— 16 h 30 - 17 h : « Intervention sur les prisons », avec C. Bauer ;
— 17 h - 19 h : « Flexibilité, précarité, chômage... Hier esclaves, aujourd'hui flexibles, où est le progrès ? »
— 21 h : spectacle : Romain Bouteille et Saïda Church-Hill, dans leur dernière création : *Votre Honneur*.

• **Dimanche 30 avril**, salle Rabelais :
— 10 h - 12 h : « Atelier de l'Utopie : de l'impossible au possible ? » ;
— 13 h 30 - 16 h : « Vers l'Anarchie » ;
— 16 h 30 - 19 h : « Le rôle de la satire » ;
— 21 h : grande soirée du rire provocateur, avec des artistes locaux, dont : Daniel Villanova, Doux-Douille, Dédé en Bulles...

• **Lundi 1^{er} mai**, à partir de 12 h : rendez-vous au Parc du château, à Clapiers, pour un pique-nique à prévoir (grill à disposition). Musique et jeux (pour les petits).

Contact : **CJL 95, BP 11, 34830 Clapiers.**
Informations : **67.58.55.32.**

R RENDEZ-VOUS

BAGNOLS-SUR-CÈZE

Le jeudi 27 avril, à 20 h 30, le groupe FA du Gard organise une conférence-débat, animée par l'équipe de l'école Bonaventure d'Oléron, sur le thème suivant : « Bonaventure... une école libertaire ». Cette conférence-débat aura lieu en **salle D du Centre culturel Léo-Lagrange, place Flora-Tristan, à Bagnols-sur-Cèze**.

BRUXELLES

Nos camarades bruxellois de la FA vous convient, le lundi 1^{er} mai, dès 13 h, au **Centre libertaire (65, rue du Midi)**, qui sera le cadre de débats et d'une fête :
— 14 h : « Réduire le temps de travail, pourquoi, comment ? », débat animé par Ricardo Petrella, Daniel Biro et Elisabeth de la CNT ;
— 17 h : « Pour une société libertaire », débat animé par le Centre libertaire et des militants de la Fédération anarchiste ;
— 20 h, concert avec le GAM, suivi d'une soirée festive.
En permanence, vous pourrez assister à des projections de vidéos : *Un Autre futur* ; *Barcelone 42* ; *L'Ecole libertaire Bonaventure* ; *L'Après 36...* et fréquenter les tables de presse d'*Alternative libertaire*, de la FA, de la CNT, de l'OCL, de l'Union des anarchistes, du Front antifasciste. Renseignements auprès d'*Alternative libertaire*, au : **19.32/2.736.27.76**.
Groupe FA de Bruxelles c/o **Centre libertaire, 65, rue du Midi, 1000 Bruxelles (Belgique)**.

GRENOBLE

Le jeudi 4 mai, à 19 h 30, au local du **CDESI, 102, rue d'Alembert**, le groupe Jules-Vallès organise une conférence-débat sur les élections, animée par Bernard (du groupe Déjacque de Lyon).

NANTES

Le groupe Milly-Witkop de la FA vous invite à la conférence-débat qui se déroulera au « **Local** » (**16, rue Sanlecque**) entre les deux tours de l'élection présidentielle, au sujet des « élections et l'abstention révolutionnaire », le vendredi 28 avril, à 20 h 30.

SAINT-ETIENNE

Pour ne pas laisser l'initiative aux politiciens, le groupe Nestor-Makhno organise une conférence-débat sur le thème : « Préparons le 3^e tour social », le jeudi 4 mai, à 20 h, **salle Sacco-Vanzetti, Bourse du travail, cours Victor-Hugo**.

SAINT-GEORGES-D'OLÉRON

Si vous habitez la Charente-Maritime, vous pouvez prendre contact avec le groupe Bakounine, en écrivant au **35, allée de l'Angle, Chaucre, 17190 Saint-Georges-d'Oléron**. Tél. : 46.76.73.10. FAX : 46.76.82.60. Vous voulez vous investir dans des alternatives, sachez que le groupe est partie prenante dans l'école libertaire Bonaventure et le lieu de vie Bout d'Ficelle.

AUTOCOLLANTS ANTI-ÉLECTORALISTES

Dans le cadre de la campagne en faveur de l'abstention révolutionnaire et libertaire, lors de l'élection présidentielle, la FA vient de retirer 8 des 14 autocollants anti-électoralistes initialement édités en février. Prix : 0,50 F l'unité • 5 F les 20 exemplaires (+ 3,50 F de frais de port) • 10 F les 50 (+ 8 F) • 20 F les 100 (+ 16 F). *Pas de panachage pour les paquets de 50 et 100 exemplaires.*

A commander à la librairie du Monde Libertaire, 145, rue Amélot, 75011 Paris.
(Chèque à l'ordre de Publico).

SYRIE

Une situation effroyable dans les prisons de Damas

DES MILLIERS d'hommes et de femmes sont maintenus en détention pour des motifs politiques en Syrie, à la merci des membres des forces de sécurité qui leur font subir des violations flagrantes des droits fondamentaux, sans craindre d'avoir à répondre de leurs actes.

Amnesty International déclare dans un rapport publié ce jour que plusieurs milliers de ces prisonniers politiques n'ont pas bénéficié d'un procès équitable, et qu'un très grand nombre d'entre eux ont « disparu ». Certains sont toujours incarcérés des années après l'expiration de leur peine ; plusieurs dizaines d'autres sont morts en détention, apparemment à la suite de tortures.

Depuis plusieurs dizaines d'années, différentes unités des forces de sécurité jouissent de pouvoirs spéciaux en vertu de l'état d'urgence. Elles peuvent arrêter librement des suspects politiques et les maintenir en détention secrète pendant une durée illimitée sans craindre d'avoir à rendre des comptes.

Selon le document (1) publié par l'Organisation et intitulé *Syrie. Répression et impunité : les victimes oubliées*, les différents services des forces de sécurité agissent indépendamment les uns des autres, ce qui renforce le caractère secret de la détention. De ce fait, les familles des prisonniers ont des difficultés à connaître le lieu de détention de leurs proches ou à obtenir des informations à leur sujet. Elles doivent fréquemment se rendre d'un bureau à l'autre pour tenter d'obtenir des nouvelles. Ces recherches sont parfois vaines, les membres des forces de sécurité niant formellement l'arrestation ou disant ignorer le lieu de détention des personnes incarcérées.

Les proches des prisonniers n'ont alors d'autre alternative que l'attente :

— la famille de Riad al Turk, prisonnier d'opinion arrêté en octobre 1980 et détenu sans inculpation ni jugement, a attendu treize ans avant d'être autorisée à lui rendre visite en juillet 1993. Depuis cette date, elle n'a pas obtenu l'autorisation de le revoir ;

— la famille de Michael Saadey, un médecin qui aurait été arrêté ou enlevé dans une rue de Damas par deux hommes qui circulaient à bord d'une jeep, n'a pas été informée officiellement de son lieu de détention ;

— on reste sans nouvelles d'autres personnes : c'est ainsi que Walid bin Khalis Al Humsi, étudiant ; Muhammad Ahmed al Shaar, médecin ; Ihsane bin Murad, dentiste ; Muhammad Mustafa Salih et Ziyad Mahmoud al Shayekh ont « disparu » après leur arrestation. Les deux premiers auraient été interpellés en 1982 à Damas, le troisième en 1991 à Hama et les deux derniers dans les années 80 à Alep.

Les familles de plusieurs centaines de personnes détenues en raison de leur appartenance à diverses organisations politiques

« Amnesty International déplore par ailleurs l'extension par le gouvernement, au cours de ces vingt dernières années, du champ d'application de cette peine cruelle, inhumaine et dégradante. »

ainsi que celles de ressortissants étrangers parmi lesquels figurent des Libanais, des Palestiniens et des Jordaniens, continuent d'ignorer tout du sort de leurs proches.

En juillet 1994, Amnesty International a soumis au gouvernement syrien un mémorandum dans lequel elle exprimait sa préoccupation et exposait en détail plus de 1 000 cas de violations des droits de l'Homme. Elle dénonçait, entre autres, les arrestations arbitraires, les cas de maintien au secret pour une durée illimitée, les procès inéquitables, les « disparitions » et le recours à la torture. Le mémorandum contenait également des recommandations en vue de remédier à cette situation.

En octobre 1994, une délégation d'Amnesty International s'est rendue à Damas où elle s'est entretenue longuement avec des ministres et d'autres responsables gouvernementaux à propos des sujets de préoccupation de l'Organisation. Les autorités ont déclaré qu'elles étudieraient le mémorandum et y apporteraient une réponse. Amnesty International n'a rien reçu à ce jour.

Bien qu'en Syrie la torture soit un crime puni d'une peine d'emprisonnement, elle reste très répandue, ce qui démontre que le gouvernement n'a rien fait pour mettre un terme à cette pratique. La plupart des décès

de prisonniers politiques survenus ces dernières années résulteraient, directement ou indirectement, de tortures ou de mauvais traitements.

A la connaissance d'Amnesty International, aucun cas de mort en détention n'a fait l'objet d'une enquête approfondie, indépendante et impartiale. Citons notamment Salah Jadid, décédé subitement le 19 août 1993 dans la prison de Mezzé après avoir été détenu pendant près de vingt-trois ans sans inculpation ni jugement.

L'Organisation reste gravement préoccupée par les procès inéquitables. Plusieurs centaines de personnes ont été condamnées à mort au cours des vingt dernières années et la plupart ont été exécutées. Amnesty International déplore par ailleurs l'extension par le gouvernement, au cours de ces vingt dernières années, du champ d'application de cette peine cruelle, inhumaine et dégradante.

Le gouvernement syrien a pris ces dernières années quelques initiatives positives dans le domaine des droits de l'Homme, en libérant notamment plusieurs milliers de prisonniers politiques. L'Organisation estime toutefois que ces mesures restent très insuffisantes.

Afin de mettre un terme aux violations flagrantes des droits

fondamentaux, Amnesty International appelle le gouvernement syrien à prendre sans délai les mesures suivantes :

- libérer immédiatement tous les prisonniers d'opinion ;
- réexaminer le cas de tous les prisonniers politiques qui purgent des peines prononcées à l'issue de procès inéquitables ;
- éclaircir le sort des « disparus » ;
- créer un organisme indépendant et impartial chargé d'enquêter sur toutes les plaintes

pour torture et sur tous les cas de mort en détention et de « disparition » ;

— mettre un terme aux exécutions et abolir la peine de mort. ♦

Info. : AMNESTY INTERNATIONAL

(1) Rapport disponible à la section française.

N.B. : pour toute information complémentaire, contacter le service de presse au : 49.23.11.11.

Nouvelles du front

CAMPAGNE POUR L'AMNISTIE

Une campagne pour l'amnistie, sans condition, de tous les réfractaires à l'armée va être lancée prochainement au niveau national. Si vous désirez participer ou relayer cette action collective, contactez le Collectif des objecteurs tarnais (COT), BP 229, 81006 Albi cedex. Tél./fax : 63.38.39.55. ou l'association « Avis de recherche », BP 53, 75861 Paris cedex.

PAYS BASQUE : KITTU LASCARAI ARRÊTÉ

L'insoumis basque Kittu Lascarai a été arrêté le jeudi 20 avril. Depuis, il est incarcéré. Il avait déjà été arrêté et condamné à douze mois de prison pour insoumission totale. Relâché à l'issue de sa peine, il fut de nouveau condamné à dix mois de prison. S'esquivant à l'issue du procès, il n'avait pas fait ces dix mois. C'est la raison pour laquelle on vient de l'arrêter de nouveau. la mobilisation se monte rapidement à l'initiative du collectif antimilitariste basque MAIA. Un prochain article sera publié dans le ML.

Associations

LIBRE PENSÉE DU BAS-RHIN

La Libre Pensée du Bas-Rhin tient une permanence chaque premier vendredi du mois, à partir de 19 h 30, au restaurant **Le Chanteur de la Marseillaise, 31, rue de la Patrie, à Schiltigheim**. Pour contacter la Libre Pensée du Bas-Rhin, écrivez à **Henri Haar, 10, rue des Planches, 67000 Strasbourg**.

NÎMES

Le samedi 29 avril, à partir de 16 h, sur la **place du Marché**, aura lieu un spectacle de rue, organisé par le Collectif contre la vidéo-surveillance. Vous êtes cordialement invités à soutenir cette initiative.

TRÉLAZÉ : COLLOQUE DE LA LIBRE PENSÉE

Colloque régional : « Le Temps des cerises contre le temps des prêtres... Evocation des communards, de Jean-Baptiste Clément à Louise Michel », le samedi 29 avril, de 9 h 30 à 17 h 30, au **Centre Ginette-Leroux, avenue de la République, 49800 Trélazé**.

LILLE : LE 1^{er} MAI AU CCL B.-BROUTCHOUX

le 1^{er} mai, à partir de 14 h 30, rencontre-débat au **Centre culturel libertaire, 1-2, rue Denis-du-Péage (métro Fives)**, avec la projection de films sur les Indiens du Chiapas et sur André Bösiger (syndicaliste révolutionnaire jurassien). Entrée libre.

ALBI : CONFÉRENCE DE LA LIBRE PENSÉE

La Fédération du Tarn de la Libre Pensée organise une conférence, le mercredi 3 mai, à 20 h 30, **amphithéâtre 2, université d'Albi**, sur le thème : « Voltaire et l'affaire Calas », animée par Georges Mailhos, professeur de littérature française à l'université Toulouse-Le Mirail, auteur d'une thèse sur Voltaire.

PARIS : GRAND MEETING ANTI-ÉLECTORAL AVEC LUDWIG VON 88

Tu es jeune ? Sourd ? Punk ? Agriculteur bien dosé ? Corse ? Cocker nain ? Douanier ?... viens ratisser large avec le non-candidat Ludwig von 88, le vendredi 5 mai, à 18 h 30. Soutien à la cause injuste : Bouchon et Les Fils de Crao, à l'**Espace Reuilly, 12, rue Hénard (métro Mongallet), 75012 Paris**.

PARIS : RÉUNION-DÉBAT DE L'UNION DES ANARCHISTES

Le mardi 9 mai, à 19 h 30, à l'initiative de l'Union des anarchistes aura lieu une réunion-débat sur le thème suivant : « L'Anarcho-syndicalisme en 1995 ».

Cette réunion se tiendra au siège de la **Libre Pensée, 10-12, rue des Fossés-Saint-Jacques (RER Luxembourg), 75005 Paris**.

PARIS : « DROIT DU TRAVAIL ET SIDA »

La CNT-AIT organise, le samedi 29 avril, à 14 h, une conférence-débat sur le thème suivant : « Droit du travail et sida », avec la participation de AIDS et, sous réserve, d'Act Up. Le débat fait suite à la publication du livre *Droit du travail et sida*, dont un des auteurs sera également présent. Cette conférence aura lieu au siège de la **CNT-AIT, 33, rue des Vignoles (M° Avron ou Buzenval), 75020 Paris**.

VALLÉE D'ASPE : RASSEMBLEMENT EN JUIN

La Coordination autonome des Comités Somport vous invite à participer à un rassemblement européen contre le tunnel du Somport et pour l'arrêt immédiat des travaux en vallée d'Aspe les 3, 4 et 5 juin (week-end de Pentecôte) en vallée d'Aspe. Renseignements auprès de **La Goutte d'Eau, 64490 Cette-Eygun. Tél. : 59.34.78.83**.

GRÈCE — Le 7 avril, deux squatters anarchistes du squatt Alkamenous ont été agressés à coups de couteau par un groupe de fascistes. Si l'un d'eux n'a été que légèrement blessé, le second est encore dans un état grave.

Le 14 avril suivant, en riposte, les squatters d'Athènes affrontèrent la police et les fascistes réunis. Bilan : plus d'une dizaine d'arrestations, avec tabassage à la clef, et sept personnes envoyées à l'hôpital.

Info. : squatters grecs

LITTÉRATURE

Oskar Panizza

« **O** lamentable race humaine ! Trouve-toi un autre scribe ! le chien est beaucoup trop bon, trop noble pour toi ! » Voici les aventures d'un chien rural, qu'un changement de propriétaire fait débarquer en ville, et qui se met non seulement à penser (ce qui lui est « une véritable souffrance ») mais à faire l'anthropologue. Dure tâche. Que com-prendre à ces êtres incapables de communiquer, malgré l'air qu'ils se donnent et leurs émissions de « *salves de bouche* » bruyantes et désordonnées ? Et comment sont-ils fabriqués, eux qui se séparent de morceaux de leur corps — voici tout d'un coup les pieds à gauche, sous le lit, les bras à droite, sur le canapé, et cette partie de tête qui se dévisse !

Ils semblent partagés en deux espèces : ceux qui montrent leurs jambes et ceux qui les cachent. Notre chien est tout fier d'avoir trouvé ce principe de classement, jusqu'à cette nuit où, se glissant dans la chambre de son maître accompagné pour une fois d'une personne qui cache ses jambes, il assiste bouleversé au « démontage », littéralement, de ces deux êtres. Triste spectacle, qui les fait ressembler à des lièvres écorchés, à des asperges blafardes ! Qu'ils sont laids ! On comprend, pense le chien, que les humains passent leur temps à se cacher et à tromper tout le monde ! Et il lui en reste à découvrir...

Les éditions Ludd reprennent aujourd'hui ce beau texte, à la fois

noir et plein d'humour, illustré cette fois par Cueco. Elles poursuivent ainsi leur exploration de l'œuvre de Panizza, cet Allemand né en 1853 qui exerça quelque temps la psychiatrie, avant d'y renoncer pour se consacrer à la littérature. On lui doit des nouvelles, des essais, et ce

« ...la psychiatrie, il avait saisi tout l'usage politique et social que le pouvoir pouvait en faire... »

fameux *Concile d'amour*, pièce de théâtre qui lui valut une condamnation pour blasphème ; la catholique Bavière jeta Panizza en taule pour un an. Ludd a récemment réuni des *Écrits de prison* rédigés pendant ce séjour à l'ombre : un « journal de prison » plein de poésie, où l'on retrouve la lune — symbole de liberté — déjà chère au chien du *Journal*, et un récit de rêve qui vaut tous les traités sur la censure. Des *Dialogues à la manière de Hutten* (1) célèbres de réputation mais jusqu'à présent non traduits. (Aucun mâle, à la lecture du « *dialogue d'amour* », ne devrait se sentir trop fier !) Et un bref et violent *Adieu à Munich*, où Panizza règle son compte à sa ville et, encore une fois, à la religion. Quant à la psychiatrie, il avait saisi tout l'usage politique et social que le pouvoir pouvait en faire, avant l'URSS et autres régimes totalitaires, et l'avait dénoncé dans son

rigoureux pamphlet *Psychopathia Criminalis* : ce terme latin désignant le virus, scientifiquement décrit, de la maladie de l'opposition politique et des traitements qu'il convient de lui infliger.

Même s'il est resté longtemps marqué par les idées aujourd'hui rejetées de Lombroso, Gall et consorts sur l'hérédité ou sur la phrénologie, il échappe à son carcan théorique grâce à sa foi en l'autonomie totale de l'individu par rapport au monde qui l'entoure. Dès 1891, dans *Génie et Folie*, l'état créateur, étroitement attaché à l'hallucination, lui paraît seul important en ce sens que l'individu génial dépasse le monde des phénomènes. Dans un essai philosophique qu'il dédia à la mémoire de Stirner, *L'illusionnisme et le Salut de la personnalité* (à paraître en avril), il prend parti, dans le combat qui oppose le matérialisme à l'idéalisme, pour ce dernier. « *Le monde, souligne-t-il, est le produit du Démon de chaque individu [...] Nous devons chercher dans le Démon le principe premier des actions de tous les hommes.* »

C'est ainsi d'ailleurs que « *l'anarchisme* » (et il parle de Ravachol, Caserio et Vera Zassoulitch) est « *un idéalisme renforcé, élevé à une puissance supérieure, un acte idéaliste par rapport auquel tout l'idéalisme de nos poètes et penseurs n'est que clinquant* ».

« *Agis, écrit Panizza, comme ton Démon te l'a prescrit. Peut-être iras-tu à ta perte, mais aller à sa perte dans le monde des phénomènes, n'est-ce pas notre sort à tous ?* » Son Démon, à lui, était-il la folie, ou l'enfermement ? Sa perte, en tout cas, ce fut de choisir, dès 1901, de ne plus s'exprimer, puis, voulant échapper à des persécuteurs imaginaires, de forcer les autorités à l'interner. Il écrivit encore une brève autobiographie en forme de justification. Et c'est en asile psychiatrique qu'il finit sa vie, en 1921. ♦

J.-P. GASPARD

(1) Ulrich von Hutten (1488-1523) publia de violents pamphlets et des dialogues contre l'Eglise romaine.

ARTIGUES (ARIÈGE)

« Notes en Bulle 95 » du 22 au 28 juillet

Cette année, comme d'habitude, les copains et copines d'Els Segadors organisent leur festival de la chanson à Artigues. Leur canton pyrénéen est toujours aussi peu peuplé, mais toujours aussi bien visité. Après Capart, Arti, Ogeret, Aurenche, Servat et bien d'autres (1), cette année 1995 amène sa nouvelle brochette de chanteurs de talent, près à accepter les cachets encore limités d'un festival à dimension humaine. Jean-Marie Vivier, Jean-Pierre Réginal, Michel Tonnerre, Bernard Haillant, Gérard Pierron, André Bonhomme, Gérard André, Martine Caplanne, Goun, Jehan et Véronique Pestel, ainsi que Les Chanteurs livreurs, seront de la fête. Sans oublier Gaetano Manfredonia qui viendra donner une conférence sur la chanson anarchiste.

Vu l'essai réussi de l'année dernière, le « comité organisateur » institue la « scène ouverte » avec Eric Laurent, Oscar Lalo, Robert Padula, Mourad Manse, Yves Sartori, Joël Magneron...

Comme il est déjà difficile de s'ennuyer avec tous ces spectacles, les participants ne sauront pas toujours où donner de la tête. Attention ! cette année, ce sont eux qui font la vaisselle et ce sont les organisateurs qui font la pause pastis-muscato. Donc, j'y serai. On me rencontrera dans la pause susdite. ♦

CLAUDE DELATTRE

(1) Un CD témoignant du festival 1994 est disponible au prix de 100 F (plus 10 F de port). La cassette de l'édition 1993 est encore disponible au prix de 50 F (plus 10 F de port).

N.B. : pour tout renseignement : Els Segadors, 09460 Artigues. Tél. : 68.20.40.76.

« **Mots et Musiques** », le théâtre du Tourtour
et Radio Libertaire
présentent
CLAIRE

lundi 8 mai - 20 h 30
au théâtre du Tourtour
20, rue Quincampoix 75004 Paris
Entrée : 60 et 80 F
Réservations au : 43.84.70.04

Enregistrement public d'un CD
par
ALAIN AURENCHÉ

SAMEDI 27 MAI
au THÉÂTRE JEAN-VILAR de VITRY-SUR-SEINE (94)

Ciné sélection

« Légendes d'automne »

Screw the State (*)

Un vieux chef indien cree raconte la vie d'une famille d'immigrés dont le père, officier de carrière, a pris conscience de la trahison des politiques dans les promesses non tenues aux Indiens et des pactes trahis.

Le film commence avec la spoliation des terres et les massacres des populations indiennes d'Amérique. Un homme refuse d'être le complice du génocide indien, jette son épée et décide de s'installer dans le Montana, région désertique du nord des Rocheuses, pour fuir une civilisation destructrice, immorale et barbare. Le mythe de la Frontière prend forme. Grands espaces, liberté, les trois fils grandissent, le plus jeune, Samuel, sous la protection des deux aînés, très dissemblables : Alfred, intègre et respectueux des lois, Tristan, rebelle, proche de la nature et de ce vieil Indien qui est son second père. Une saga familiale qui prend place à la fin du XIX^e siècle jusque dans les années 20.

Dénonciation de la propagande nationaliste et de l'absurdité des guerres, en particulier de la Première Guerre mondiale, quand les trois frères partent au front contre l'avis du père. Critique du système politique et de la corruption, quand le fils aîné devient politicien. Enfin,

rebellion contre un ordre arbitraire, contre une discrimination latente et surtout contre un Etat qui institutionnalise tous les abus, toutes les violences. « *Screw the State* » lance le père, et il sait de quoi il parle, lui qui avait fait une étude pour que les pionniers et les Indiens vivent en paix sur une terre partagée, pour finalement voir les Indiens massacrés et chassés de leurs terres. « *Screw the State* » répète-t-il en songeant à son plus jeune fils tué en Europe pour les intérêts des grandes puissances capitalistes. « *Screw the State* » quand son fils lui demande son assentiment pour entrer en politique. Toute sa vie, il a tenté d'échapper à l'Etat, mais l'Etat le rattrape en le touchant à travers ses proches. Son espoir, Tristan, le fils préféré et le rebelle, celui qui refuse l'ordre établi, proche des légendes indiennes et de ce Montana toujours sauvage. ♦

CHRISTIANE PASSEVANT

(*) Baise l'Etat.

N.B. : *Légendes d'automne* d'Edward Zwick, avec Anthony Hopkins, Brad Pitt, Aidan Quinn, Julia Ormond, Thierry Thomas.

La presse SDF a des patrons comme les autres !

Une nouvelle émission est apparue sur l'antenne de Radio Libertaire : *Garde-Fou* (1). Animée par un groupe de vendeurs de journaux « SDF » ; elle permet aux auditeurs de découvrir la réalité de cette presse,

présentée comme caritative. Farid, Malika et Bob ont répondu à quelques questions posées par le groupe Louise-Michel du 18^e arr. de Paris, afin d'exposer leurs problèmes et leurs projets.

Le Monde libertaire : Comment toute cette aventure a-t-elle commencé ?

* Pour beaucoup de précaires, de chômeurs, il y a deux ans la création de *Macadam* a été un espoir : enfin, nous étions pris en considération, ce journal était fait pour nous aider. Rapidement, on s'est aperçu que rien ne changeait vraiment.

* L'objectif initial, la réinsertion, a complètement disparu. Des malins ont rapidement compris qu'il y avait un gâteau alléchant à se partager.

* Les gens achètent un journal pour nous aider, sans se rendre compte qu'ils ne font qu'engraisser des patrons peu attentifs à leurs « vendeurs ».

Le Monde libertaire : Est-il facile de devenir vendeur ?

* Au début, c'était facile. Il suffisait de passer au journal et d'acheter un paquet de journaux. Maintenant, pour être vendeur officiel, ils nous ont imposé une carte.

* Pour avoir la carte, les patrons nous demandent des papiers et une adresse ! Nous sommes enregistrés. En fin de mois, nous pouvons demander ce qu'ils appellent une « fiche de paye ». Un papier à entête du journal, qui mentionne le nombre de journaux vendus en un mois (sans contrôle réel).

* Les chiffres fournis par les patrons de presse sont complètement sous-estimés. Par exemple, *Lampadaire* déclare 150 vendeurs pour 50 000 exemplaires vendus par semaine. En fait, nous pensons être plusieurs milliers sur la région parisienne.

Le Monde libertaire : Combien de journaux arrivez-vous à vendre ?

* Un vendeur, pour vivre, a besoin de vendre environ 30 à 50 exemplaires par jour. Il faut qu'il paye son foyer ou une chambre d'hôtel (dans laquelle il n'a pas le droit de se faire à manger), la bouffe... Il faut aussi compter les amendes, les saisies de notre stock par les flics, les vigiles...

* La question n'est pas de savoir si l'on peut vendre 35 exemplaires, ON DOIT les vendre, même si je dois bosser de 6 heures du matin à 10 heures du soir. Économiquement, il est quasiment impossible de s'en sortir uniquement en vendant ce type de journal.

* C'est à cause de notre marginalité que les patrons de presse nous tiennent. Nous avons besoin de vendre (même n'importe quoi) pour survivre.

Le Monde libertaire : Combien gagnez-vous ? Combien gagne les patrons de cette presse SDF ?

Mary



* La plupart des journaux sont vendus 10 F au public. Nous, on gagne 6 ou 7 F. Reste 3 à 4 F, moins les coûts de fabrication, de rédaction (très faibles). Bénéfice net pour les propriétaires 2 à 3 F par exemplaire, qu'il faut multiplier par les quinze millions d'exemplaires vendus sur une année, rien qu'en Ile-de-France.

* C'est en faisant ce type de calcul que nous nous sommes posés des questions, on s'est senti plus qu'exclu, exploité.

* Contrairement à tous les autres journaux, dans la presse SDF, il n'y a pas d'invendus ! Quand un numéro en cours est épuisé, nous vendons les numéros périmés. Les gens qui nous les achètent ne font pas attention. Quand un nouveau numéro sort, la plupart des journaux ne nous reprennent pas les anciens. Certains retardent même la parution du nouveau numéro le temps d'écouler le stock.

* Dans la plupart des titres, nous sommes obligés d'avancer l'argent des journaux ; pour une journée, ça fait 150 F. De temps en temps, quand on est connu et que l'on traverse un « moment difficile », certains nous avancent l'équivalent de 50 F (10 à 20 exemplaires), mais le plus souvent, ils nous prennent notre pièce d'identité en échange. On se retrouve à vendre dans l'illégalité, d'où regalère... En bout de course, il existe des circuits sauvages, où tu peux emprunter quelques exemplaires à des copains.

Le Monde libertaire : Avez-vous une quelconque garantie sociale ?

* Certains canards nous imposent ce qu'ils appellent une cotisation sociale. Nous ne savons pas si tous la reversent à la Sécurité sociale ; seuls certains journaux (2) sont reconnus par le ministère des Affaires sociales.

* *Réverbère* nous prend 1 F par exemplaire emporté, les autres patrons cotisent en se basant sur les déclarations officielles des vendeurs. Ils font croire à la population qu'ils ont résolu les problèmes. C'est faux ! Nous n'avons aucune couverture sociale !

Le Monde libertaire : Existe-t-il un palmarès de ces journaux ?

* Ils se vendent à peu près tous de la même manière. Les gens achètent pour NOUS et souvent se foutent du contenu.

* Si certains se disent de gauche, d'autres de droite, ils ont tous les mêmes pratiques sociales.

* Il est clair que *Réverbère* et *Lampadaire* sont très liés à l'extrême droite (*Minute*, le FN). L'encadrement de ces journaux est issu de ce milieu. Si cela peut mettre les acheteurs mal à l'aise, pour nous c'est encore pire. Pour la plupart des vendeurs, c'est une question de survie. On n'a pas le choix !

Le Monde libertaire : Cela fait deux ans que vous « travaillez » pour ces journaux, comment vous êtes-vous rencontrés ?

* Plus le temps passait, plus les patrons gagnaient de l'argent, moins d'action sociale en profondeur se faisaient pour nous. Cela nous a poussé à réagir, d'abord individuellement.

* L'apparition de ces journaux a permis à toute une population de se rencontrer plus facilement autour des points clé de vente (gares, métro, centres commerciaux). C'est comme ça que les premiers réseaux se sont formés.

* Autour de la gare de Lyon, un petit groupe s'est constitué avec l'idée de

créer quelque chose dont on serait plus que les maîtres, nous en serions les acteurs.

Le Monde libertaire : Pourtant, pour la plupart des gens, ces journaux jouent un rôle d'aide sociale.

* Notre métier s'apparente à de la prostitution. Nous n'avons aucun statut légal, tout le monde se sucre : les propriétaires des journaux, la Sécurité, l'Etat. Tous le font en se donnant bonne conscience ; ils nous aident juste à survivre, à garder la tête hors de l'eau.

* Ils ont une façon de faire du social en trompe l'œil. Je connais un journal qui a un pseudo service de consultation juridique. Il a même reçu des subventions pour ça (un million de francs). Un autre a donné des tickets-restaurant aux vendeurs pendant quinze jours, mais la campagne de promotion de cette opération, elle, a duré 6 mois.

* Au lieu de se payer des campagnes de publicité pour soit-disant changer le regard des gens sur l'exclusion, les journaux feraient mieux de nous donner l'argent... On saurait vraiment comment améliorer le sort des vendeurs.

* Par exemple, il y a des femmes avec de jeunes enfants qui vendent ; il n'existe aucun service qui puisse garder les mômes pendant la vente. Ça c'est concret et utile.

* On sait bien que dans la société actuelle, les patrons cherchent avant tout à faire de l'argent. Mais dans notre milieu cela dépasse les bornes, trop c'est trop ! Ces journaux ont été créés pour nous aider pas pour nous enfoncer.

Le Monde libertaire : Quels sont vos objectifs immédiats ?

* Pour nous, l'émission *Garde-Fou* doit servir de lien, de solidarité entre les vendeurs et surtout montrer qu'avec tout l'argent que ce type de presse gagne, il est possible d'avoir une réelle « politique » de réinsertion. L'émission nous permet d'une part de commencer à monter des actions

concrètes et d'autre part à nous organiser, à mieux structurer notre projet.

* Notre premier souci est de créer un vrai statut de colporteur, reconnu par les patrons de cette presse et par les pouvoirs publics. Nous cherchons à améliorer la condition des vendeurs. Nous ne voulons pas la disparition de cette presse (dans un premier temps), puisqu'elle nous fait vivre. Nous voulons être reconnus comme pratiquant un vrai métier. On veut supprimer les abus. Le statut on le fera avec eux, avec l'inspection du travail, les syndicats.

* C'est grâce aux actions que nous menons avec Radio Libertaire qu'il existe un début de considération par rapport aux vendeurs. Le ministère vient d'engager une enquête administrative sur le problème des cotisations sociales après que nous les avons contactés avec la radio.

Le Monde libertaire : Vous voulez aussi créer votre propre journal.

* Notre journal sera entièrement écrit, géré et diffusé par les colporteurs de la presse SDF, et complètement transparent pour les comptes. Nous changerons complètement les rapports entre le journal et le vendeur : statut, droit d'accès, participation à la vie du journal... Être colporteur deviendra un vrai boulot, nous pourrions enfin vivre des ventes et non plus survivre.

* les bénéficiaires, si on en fait, seront réinvestis dans des actions concrètes pour les vendeurs. Les autres seront obligés de nous imiter pour rester crédibles.

* Nos actions iront aussi en direction de là où nous sommes issus pour la plus part : les banlieues les plus défavorisées. Car, enfin, tout commence dans ces endroits. L'argent que l'on gagnera ira dans des projets de quartiers, afin de démontrer que tous et toutes, nous sommes capables de réaliser quelque chose par nous-mêmes. ♦

(1) Le mardi de 10 h à 12 h, sur 89.4. Rediffusion le dimanche soir.

(2) *Macadam*, la Rue, *Faim de siècle*.

SOMMAIRE

Page 1 : Si les élections pouvaient changer quelque chose... (suite p. 3), Lettre ouverte à K. Wojtyla (suite p. 2).
Page 2 : Lettre ouverte à Karol Wojtyla (suite de la « une »).
Page 3 : Ras les urnes, « Agir au lieu d'élire », Si les élections pouvaient changer quelque chose (suite de la « une »).
Page 4 : A 18 ans on vire ! F. Martinez nous a quittés, Echos mondains, Le 6^e congrès de la Confédération paysanne.

Page 5 : Un pied-de-nez entre les deux tours, Programme modifié des Journées libertaires 95 de Montpellier, Solidarité avec Maurice Locquin, Rendez-vous.
Page 6 : Une situation effroyable dans les prisons de Damas, Associations, Grèce.
Page 7 : Littérature : Oskar Panizza, Notes en Bulle 95, Légendes d'automne.
Page 8 : La presse SDF a des patrons comme les autres !